

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine Dossier

N° 506 du 22.01.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo : Boycott Israël

1-2 Vidéo: Gaza une prison à ciel ouvert p1

1-3 Vidéo Marche pour Gaza

1-4 Vidéo : Orphelins de Gaza

1-5 Vidéo : Rachel Corrie, 22 ans

1-6 Vidéo [Je suis la Résistance](#).

1-7 Vidéo: Opposition aux sionistes

1-8 La Palestine et le massacre de Gaza.

1-9 Oscar Fortin : Vérité-mensonge-vérité.

1-10 Alain Gresh : Propagande et désinformation à l'israélienne (I)

1-11 Serge Dumont : Israël muscle sa riposte sur le Net.

1-12 ArabSat et NileSat dans le collimateur des Américains.

Dossier

2-1 [Ismail Haniyeh](#) : Gaza est toujours debout dans la dignité.

2-2 [Egypte - Palestine](#) : Le mur de la honte

1 [Tariq Ramadan](#) : Egypte Palestine : Le mur de la honte.

2 [Abdallah Al-Achaal](#) : "La barrière prive les Palestiniens de leur droit d'échapper à la mort".

3 [Gaza](#): les résistants continuent leur travail malgré le mur et la tension.

2-3 [Une frontière trop poreuse...](#)

1 [Israël](#) va clôturer sa frontière avec l'Egypte.

2 [Laurent Zecchini](#) : [Un Mur bis ou une barrière ???](#)

3 Avec son mur d'acier, il fait mieux que les Israéliens : Mubarak, premier policier de l'impérialisme dans la région.

2-4 [Seumas Milne](#) - Le terrorisme est le prix à payer pour le soutien aux despotes et aux dictateurs.

2-5 [Benjamin Barthe](#) : Les dirigeants israéliens évitent le Royaume-Uni et son système judiciaire.

2-6 [Paju](#) : Livni échappe à l'arrestation et reste fière du massacre à Gaza.

2-7 [Ma'an News Agency](#) : L'ex-chef du Mossad considère qu'il est temps de mettre Abbas à la porte.

2-8 [Myriam Abraham](#) : Pitoyable Mea Culpa.

2-9 [Jacque Salle](#) : Turquie, terrain perdu d'Israël ??

2-10 [David Cronin](#) : Comment les fabricants d'armes israéliens bénéficient des fonds européens pour la recherche.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo : BOYCOTT ISRAEL

A VOIR ABSOLUMENT !!! BOYCOTT ISRAEL STOP AU MASSACRES DE LA PALESTINE

1-2 Vidéo:

Gaza une prison a ciel ouvert p1

http://www.dailymotion.com/video/xbj4l_091213thalassa-gaza-une-prison-a-ci_news

1-3 Vidéo Marche pour Gaza

Décembre 2009, 1300 internationaux de 42 pays essayent de rejoindre Gaza par l'Egypte.

Fin décembre 2009 au Caire, des marcheurs pour Gaza, toujours bloqués en Egypte, hissent le drapeau palestinien sur la pyramide de Gizeh, manifestent devant l'ambassade d'Israël et devant le musée égyptien de Caire.

Réalisation: l'équipe "Palestine Vivra"

Durée: 5'50

http://www.dailymotion.com/video/xbr8il_marche-pour-gaza_news

<http://www.europalestine.com/spip.php?article4629>

Pour visionner les vidéos 1 et 2:

VIDEO 1: (4'30") 27 décembre: Comme les bus pour aller à Gaza n'arrivent pas, des participants français de la marche pour Gaza occupent un grand boulevard du Caire. Ils font face à des policiers égyptiens et occupent "la bande" de trottoir devant l'Ambassade de France au Caire.

pour envoi par mail: http://www.dailymotion.com/video/xbo88p_marche-pour-gaza_news

VIDEO 2: (9'30") 28 et 29 décembre 2009 au Caire: Toujours bloqués devant l'Ambassade de France au Caire dans des conditions pénibles, les marcheurs français pour Gaza gardent le moral.

1-4 Vidéo : Orphelins de Gaza

Reportage à l'Institut de l'espoir, le seul orphelinat de ce territoire palestinien, où 1 720 enfants auraient perdu leurs parents lors de l'offensive israélienne de l'hiver dernier.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/video/2009/12/23/orphelins-de-gaza_1284238_3218.html#ens_id=1284108

1-5 Vidéo : Rachel Corrie, 22 ans

Documentaire sur la mort de la pacifiste américaine Rachel Corrie, 22 ans, écrasée par un bulldozer israélien en mars 2003.

1-6 Vidéo Je suis la Résistance.

Partout où il y a injustice, il y a des gens qui la combattent par tous les moyens possibles. Nous l'avons vu tellement de fois auparavant : les opprimés se lèvent, l'opresseur les déshumanise en les traitant de « terroristes », de « saboteurs », d'« amoureux de la mort », d'« extrémistes ». L'opresseur ment toujours pour justifier ses actions criminelles.

Ce qui est différent dans le cas de la Palestine, c'est que le régime israélien a mis sur pied des réseaux et des campagnes efficaces de médias et de communications pour déformer l'image de la résistance palestinienne, et qu'une grande partie du monde a cru le discours israélien et l'a adopté.

Mais ceux qui pensent que le peuple palestinien pourra être brisé vont en être pour une grosse déception.

VIDEO: http://www.youtube.com/watch?v=q8a-1BwaWIE&feature=player_embedded

1-7 Vidéo: Opposition aux sionistes

http://www.youtube.com/watch?v=W1LDxSKK_D8&feature=player_embedded

1-8 La Palestine et le massacre de Gaza.

Clip du groupe du militant, KillaSoundYard sur la Palestine et le massacre de Gaza

KillaSoundYard voit le jour en 2006, créé par deux étudiants en histoire lors du mouvement anti-CPE dont l'université de Tolbiac, dans laquelle ils étudient alors, fut l'un des principaux foyers de contestation.

Deux passionnés de dub UK et de early digital décident alors le lancement du projet qui rappelons-le, s'inscrit avant tout dans une démarche militante, anticapitaliste, antifasciste et autogestionnaire.

Rapidement, Adi, clarinettiste, rejoint l'équipe KillaSoundYard en enrichissant la composition musicale et les arrangements mélodiques des productions stepper.

Par la suite, en 2007, les membres du KillaSoundYard rencontrent deux rappers, 2MWA et M.A ; tous se rejoignent sur la volonté de diffuser un message politique intransigeant et radical.

C'est alors que se développe le projet rap du KillaSoundYard, indépendant, underground et autoproduit, dont les instrumentales sont réalisées par le groupe et par un camarade portugais, Fabio.

Vous pouvez télécharger le clip sur le site [KillaSoundYard](#)

[KillaSoundYard - Freedom for Palestinians from KillaSoundYard on Vimeo.](#)

1-9 Oscar Fortin : Vérité-mensonge-vérité.

Le plus grand défi que nos sociétés ont à relever, n'est plus celui des guerres ou celui des crises économiques, mais celui de la vérité. Si nos démocraties reposent sur la responsabilité des électeurs et électrices et que cette dernière ne peut que s'alimenter à la vérité, il est donc indispensable qu'elle leur soit accessible dans sa forme la plus pure. Or voilà bien le dilemme qui se présente au monde d'aujourd'hui : la VÉRITÉ qu'on nous présente n'est pas toujours la VÉRITÉ et le MENSONGE n'est pas toujours le MENSONGE. Comment, pour les citoyens et citoyennes que nous sommes, nous y retrouver de manière à assumer pleinement nos responsabilités ?

Dans un passé, pas encore bien lointain, nous pouvions discerner le mensonge chez ceux qui cherchaient à en faire une vérité. Certains rougissaient, d'autres regardaient dans le vide, certains autres parvenaient à soutenir le regard des autres en jurant sur la tête de leur mère, de leur père, de leurs enfants. Cependant, dans tous les cas, ils finissaient par se trahir eux-mêmes. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. Des universités en arrivent à former des spécialistes qui transforment, avec la conscience la plus tranquille du monde, la vérité en mensonge et le mensonge en vérité, tout comme le physicien transforme l'atome en énergie nucléaire et le pacifiste, la paix en guerre.

Ce problème est d'autant plus grave que ces nouveaux spécialistes de la métamorphose de la vérité en mensonge et du mensonge en vérité sont aussitôt recrutés par ceux-là mêmes pour qui ce type de traitement est de toute importance. Ils rejoindront des équipes spécialisées et auront la tâche de procéder à ces mutations selon les ordres reçus. Leurs principaux employeurs seront évidemment les grandes agences de presse et les propriétaires des principaux médias qui assurent l'information à l'ensemble de la planète. Ils sont des alliés inconditionnels d'oligarchies politiques et économiques dont les intérêts couvrent le monde.

Un ancien diplomate britannique, Lord Arthur Ponsoby (1871-1946) avait élaboré les principes de propagandes de guerre :

- Le camp adverse est le seul responsable de la guerre
- Le chef du camp adverse a le visage du diable (ou l'« affreux » de service)
- C'est une cause noble que nous défendons et non des intérêts particuliers
- L'ennemi provoque sciemment des atrocités, et si nous commettons des bavures c'est involontairement. (1)

Ce général serait, sans doute, heureusement surpris de la qualité et du raffinement des moyens mis à la disposition des spécialistes d'aujourd'hui pour assurer l'application de ses principes. Un survol des principales guerres menées par l'OCCIDENT CHRÉTIEN que ce soit en Asie, au Moyen Orient, en Amérique Latine, en Europe de l'Est, en Afrique, nous confirmeront que les populations des pays de cet OCCIDENT CHRÉTIEN avaient été bien préparées pour soutenir les actions « humanitaires » de leurs militaires contre de gros méchants, totalement dépourvus d'humanisme et de chrétienté. Comme le résumait G.W. BUSH, « les forces du bien contre les forces du mal », DIEU contre le DIABLE, les CIVILISÉS contre les TERRORISTES.

Je trouve terrible que nos repaires de connaissances et de jugements soient ainsi pris en charge par des puissances dont les seuls objectifs sont ceux de leurs intérêts. Ils ont la possibilité de faire des lavages de cerveaux à volonté. Ils font, des humains que nous sommes, des robots dont la pensée est alimentée par l'information dont ils ont seuls le secret.

Je pense que l'information alternative a un rôle essentiel à jouer pour briser ce monopole. Le défi est grand et les moyens hautement disproportionnés. N'empêche que la force morale d'une conscience qui n'est pas à vendre peut atteindre une influence exponentielle que n'arrivera jamais à atteindre la force d'une conscience vendue.

Je vous laisse avec une référence de quelques exemples de l'application des principes de notre général...

BONNE ANNÉE 2010

Oscar Fortin

Québec, 1er janvier 2010

<http://humanisme.blogspot.com>

<http://www.alterinfo.net/Guerres-me...>

URL de cet article <http://www.legrandsoir.info/Verite-mensonge-verite.html>

1-10 Alain Gresh : Propagande et désinformation à l'israélienne (I)

Je signalais, dans un précédent envoi, cet article de Serge Dumont dans le quotidien suisse *Le Temps* (8 janvier) : « [Israël muscle sa riposte sur le Net](#) ».

On y lisait notamment :

« Peu après la fin de l'opération "Plomb durci" (l'invasion de la bande de Gaza en janvier dernier), Tzipi Livni, alors ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement d'Ehoud Olmert, a rapidement pris conscience de l'ampleur de la vague de protestations soulevée par la destruction massive des infrastructures civiles palestiniennes.

Elle a alors autorisé son département à recruter des jeunes fans d'informatique pratiquant parfaitement une ou plusieurs langues étrangères afin de répondre aux critiques qui fusaient dans les blogs ainsi que dans le courrier électronique des grands journaux européens et américains. »

Au-delà, c'est toute une entreprise de propagande qui se met en place à partir d'Israël.

Et elle se traduit par un manuel diffusé par [The Israel Project](#), une officine de désinformation très professionnelle, et dont l'exergue est : « Pour la liberté, la sécurité et la paix » - celle des Israéliens, bien sûr, et d'eux seuls.

Ce manuel s'intitule *The Israel Project's 2009. Global Language Dictionary* (PDF) et est destiné à la propagande aux Etats-Unis, mais ses « règles » s'appliquent sans doute ailleurs.

C'est un document d'une centaine de pages, divisé en dix-huit chapitres. Curieusement, il porte la mention « interdit à la distribution et à la publication ». Il semble que ce texte n'était donc pas destiné à être diffusé largement.

Le premier chapitre s'intitule « 25 règles pour une communication efficace ».

Règle n° 1,

« Manifester de l'empathie pour les deux parties ! Le but de la communication pro-Israël ne vise pas seulement les gens qui aiment déjà Israël. Le but est de gagner de nouveaux coeurs et les esprits d'Israël, sans perdre le soutien qu'Israël a déjà.

Pour ce faire, vous devez comprendre que le cadre à partir duquel la plupart des Américains voient Israël est un "cycle de violence qui dure depuis des milliers d'années". Ainsi, vous avez à désarmer leurs soupçons. (...)

La première étape est de montrer que vous voulez la paix A LA FOIS pour les Israéliens et les Palestiniens, et notamment pour les enfants. (...)

Et il faut ouvrir vos propos par l'affirmation que Israël veut un meilleur futur à la fois pour les Israéliens et les Palestiniens. (...)

Si, au centre de votre communication, vous montrez du doigt en disant "Israël a raison, ils ont tort", vous perdrez plus que vous ne gagnerez ».

Règle n° 6 :

« Soyez attentif à votre ton. Un ton protecteur, paternaliste, détournera les Américains et les Européens. Nous sommes à un moment dans l'histoire où les Juifs en général (et les Israéliens en particulier) ne sont plus perçus comme le peuple persécuté.

En fait, dans le public américain et européen - le public sophistiqué, éduqué, aux idées arrêtées, non-juif -, les Israéliens sont souvent considérés comme les occupants et les agresseurs.

Dans ce cadre, il est essentiel pour les messages de porte-parole pro-israéliens de ne pas apparaître comme hautains ou condescendants. »

Et, le texte donne, comme pour chaque règle, « les mots qui ne marchent pas » : « "Nous sommes prêts à leur permettre de construire"... Les Israéliens ne peuvent pas "autoriser" les Palestiniens à aller de l'avant. Ils ne peuvent pas "permettre" ou "contrôler" ou "ordonner" aux Palestiniens d'établir un commerce, un transport, ou un gouvernement.

Si les Palestiniens sont à considérer comme un partenaire de confiance sur la voie de la paix, ils ne doivent pas être subordonnés, dans la perception ou dans la pratique, par les Israéliens. (...) »

Règle n° 10.

« Tracer un parallèle entre Israël et les Etats-Unis, y compris la nécessité de combattre le terrorisme. (...) Le langage d'Israël est celui de l'Amérique : démocratie, liberté, sécurité et paix. »

Les Palestiniens, les Irakiens et les Afghans, parmi d'autres, sont payés pour le savoir.

Règle n° 11.

« Ne parlez pas de religion. Les Américains qui considèrent la Bible comme document de référence sur les affaires étrangères sont déjà partisans d'Israël. Les fondamentalistes religieux sont tout acquis à Israël (« *Israel's Amen Choir* ») et ils représentent environ un quart du public américain, et les amis les plus solides d'Israël dans le monde.

Toutefois, certains de ceux qui sont les plus susceptibles de croire qu'Israël est un Etat religieux sont les plus hostiles à Israël ("ils sont tout aussi extrémistes que les pays arabes qu'ils critiquent"). Malheureusement, presque toute discussion sur la religion ne fera que renforcer cette perception. Par conséquent, même la mention du mot "juif" dans le contexte d'Israël va déclencher une réaction négative - et la défense d'Israël comme un "Etat juif" ou "Etat sioniste" sera mal reçue. (...) »

Règle n° 15.

Utiliser des questions rhétoriques.

En voici quelques exemples :

« - "Comment puis-je faire la paix avec un gouvernement qui veut ma mort ?"

"Comment puis-je faire la paix avec une population à qui sont enseignés ces mots -haïr les Juifs, pas seulement des Israéliens - dès sa naissance ? »

« Règle 17.

K.I.S.S. (Keep It Simple, Stupid) et répétez encore et encore. Une règle essentielle de la communication réussie est "Keep It Simple, Stupid" (faites simple). Une communication réussie ne consiste pas à réciter chaque fait de la longue histoire de conflit israélo-arabe, mais à pointer quelques principes de base sur des valeurs partagées comme la démocratie et la liberté et à les répéter encore et encore. »

« Règle n° 21.

Concédez un point. Recherchez des occasions dans chaque débat télévisé ou interview de concéder un point au journaliste ou à la personne avec laquelle vous débattiez.

Le point est de ne pas miner l'une des bases essentielles de la politique étrangère d'Israël.

Mais les simples mots "vous avez un bon argument" font merveille auprès d'un public »

Et, pour terminer le tout, l'inévitable référence à l'holocauste et à la nécessité qu'il ne se reproduise pas...

Le chapitre 2 est consacré aux mots et les phrases qu'il faut utiliser, c'est un régal...

« "Tirer délibérément des roquettes sur des communautés civiles" : Combinez le motif terroriste avec la vision de civils et vous avez la parfaite illustration de ce à quoi Israël fait face à Gaza et au Liban.

A utiliser en particulier en ce qui concerne les tirs de roquettes, mais aussi utile pour tout type d'attaque terroriste, "délibéré" est le mot juste à utiliser pour rappeler l'intention derrière les attentats. Ceci est beaucoup plus fort que de décrire les attentats comme "aveugles". "Diplomatie économique" : beaucoup plus global et plus populaire que le terme

de "sanctions". »

(...)

« "Humaniser les roquettes". Peindre une image vivante de ce qu'est la vie dans les communautés israéliennes qui sont vulnérables aux attaques. Oui, vous pouvez citer le nombre d'attaques à la roquette qui ont eu lieu. Mais faire suivre ceci immédiatement par la description du voyage nocturne vers l'abri souterrain.

"Si ... Si ... Si ... Alors" : Faites porter au Hamas la responsabilité du premier pas pour la paix par l'utilisation du "si" (et n'oubliez pas de terminer avec un clair "alors", pour montrer qu'Israël est un partenaire pour la paix).

"Si le Hamas se réforme...

Si le Hamas reconnaît notre droit à exister...

Si le Hamas renonce au terrorisme...

Si le Hamas soutient les accords de paix internationaux... alors nous sommes disposés à faire la paix aujourd'hui." » (...)

« "L'islam militant" : Ceci est le meilleur terme pour décrire le mouvement terroriste.

Evitez les termes comme "islamo-fascisme" qui rappellent la période Bush. » (...)

« "Personne ne doit être obligé de quitter sa maison" : Ceci est la phrase la plus gagnante dans le lexique qui concerne les colonies de peuplement.

Utiliser le principe de "mutuel" pour expliquer que, tout comme les Israéliens arabes ne devraient pas quitter leurs maisons en Israël, les juifs d'un nouvel Etat palestinien doivent être autorisés à rester dans leurs maisons, eux aussi.

"Une étape à la fois, une journée à la fois" : Il est essentiel de réduire les attentes et de réduire la pression sur Israël pour qu'il se précipite dans un accord qui soit n'est pas dans son intérêt, soit met en danger sa sécurité. Le

principe "un pas à la fois" sera accepté comme une approche de bon sens dans la mise en oeuvre du principe de l'échange des territoires contre la paix. »

Je reviendrai dans un autre envoi sur d'autres aspects de ce document.

Alain Gresh

13 janvier 2010

<http://blog.mondediplo.net/2010-01-13-Propagande-et-desinformation-a-l-israelienne-1>

1-11 Serge Dumont : Israël muscle sa riposte sur le Net.

L'Etat hébreu a créé une télévision sur YouTube et une task force pour nourrir les blogs

«Un événement extraordinaire». L'entourage du président israélien Shimon Peres ne manquait pas de mots pour qualifier le lancement, il y a un mois, d'une chaîne de télévision diffusée sur YouTube et entièrement consacrée à Israël.

Certes, malgré la présence du président exécutif de YouTube Chad Harley, l'événement n'a pas recueilli beaucoup d'écho à l'étranger. Pourtant, il est l'un des piliers de la nouvelle politique israélienne visant à investir les nouveaux médias afin de redorer l'image de ce pays ternie par la poursuite de l'occupation d'une partie de la Cisjordanie ainsi que par le blocus de la bande de Gaza.

En effet, peu après la fin de l'opération «Plomb durci» (l'invasion de la bande de Gaza en janvier dernier), Tzipi Livni, alors ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement d'Ehoud Olmert, a rapidement pris conscience de l'ampleur de la vague de protestations soulevée par la destruction massive des infrastructures civiles palestiniennes. Elle a alors autorisé son département à recruter des jeunes fans d'informatique pratiquant parfaitement une ou plusieurs langues étrangères afin de répondre aux critiques qui fusaient dans les blogs ainsi que dans le courrier électronique des grands journaux européens et américains.

Système d'alarme automatique

Au départ, cette task force était principalement composée d'étudiants, de soldats démobilisés et de volontaires disponibles à toute heure du jour et de la nuit pour la «Cause». Mais lorsque Avigdor Lieberman a succédé à Livni, les crédits alloués pour cette opération (140 000 euros) ont été augmentés et des professionnels de la communication recrutés.

Ceux-ci n'opèrent évidemment plus au hasard. Ils disposent d'un système d'alerte qui les avertit automatiquement chaque fois qu'un article ou qu'un message anti-israélien est diffusé. Lorsqu'elle ne riposte pas en inondant le site repéré de messages indignés, la «task force» intervient en posant des questions faussement innocentes ou en envoyant des textes argumentés.

Durant l'opération «Plomb durci», Tsahal (l'armée israélienne) avait également ouvert un canal sur YouTube afin de diffuser des séquences de bombardement de «cibles terroristes».

Selon son porte-parole, plus de 8,5 millions d'internautes auraient visionné au moins une vidéo. Encouragée par ce qu'elle considère comme «un grand succès», l'armée a décidé de prolonger l'expérience en créant une unité spéciale de «hasbara» (le terme hébraïque pour «explication») chargée d'opérer sur «YouTube», où elle anime un blog spécial, ainsi que sur Facebook et sur Twitter.

Serge Dumont

vendredi 8 janvier 2010

<http://www.letemps.ch:80/Page/Uuid/4c8e6bf8-fbd5-11de-8185-04da912e16fd/>

1-12 ArabSat et NileSat dans le collimateur des Américains.

Comment qualifier des soldats américains présent en Irak ou en Afghanistan ? Si des chaînes de télévision

arabes en parlent comme des «occupants» ou des «envahisseurs» – ainsi que le pense la majorité des opinions dans le monde arabo-musulman -, elles sont susceptibles d'être classées comme des terroristes. La chambre des représentants américains a, en effet, adopté, mardi dernier, par 395 voix contre trois, une loi destinée à surveiller et à punir les chaînes satellitaires arabes coupables «d'incitations à la violence anti-américaine au Moyen-Orient».

Théoriquement, ce sont des chaînes très militantes qui sont ciblées mais la formulation même de cette décision fait que tous les médias arabo-iraniens sont susceptibles d'être punis. Sauf à devenir les chantres de l'occupation américaine et affirmer que les soldats US sont en mission humanitaire ou en mission de démocratisation...

Aucune chaîne arabe ne résisterait à cette «ligne». Les Américains ont eux-mêmes essayé avec la chaîne Al-Hurra, sans le moindre succès. Les journalistes arabes qui ont émigré vers la chaîne américaine, malgré de remarquables efforts, ne bénéficient d'aucun crédit. La chaîne saoudienne Al-Arabiya y réussit un peu mieux mais en surfant lourdement sur l'anti-chiisme. Mais, en général, sans être anti-américaines, les chaînes arabes ne peuvent, sous peine de complaisance, éviter de nommer un occupant... comme un occupant. Toutes les chaînes du Proche-Orient – qui dans le discours

américain, le «Proche-Orient» inclue également le Maghreb et l'Iran – n'y échapperaient pas. Les chaînes des organisations résistantes comme Al-Manar ou Al-Aqsa s'étaient faites depuis longtemps à l'idée d'être classées comme «terroristes» par l'administration américaine. Elles ne sont pas surprises de se retrouver dans le collimateur des élus américains après avoir été tour à tour bombardées par l'armée israélienne. Le directeur de la chaîne Al-Manar, Abdallah Kassir, y voit très clairement une décision «imposée par le lobby sioniste aux Etats-Unis». Selon lui, cette décision n'a aucune base juridique.

C'est en effet clairement une décision politique ou plutôt un acte de guerre. Et la chambre des représentants américains élargit considérablement le spectre en décidant que les fournisseurs d'accès satellite comme NileSat et ArabSat seraient punies s'ils diffusent des chaînes qui «propagent des idées terroristes». Les propriétaires de ces satellites – ArabSat appartient à la Ligue arabe – seront considérées comme dirigeant des organisations «terroristes». Les chaînes ouvertement désignées sont Al-Aqsa (Hamas), Al-Manar (Hezbollah) et des chaînes irakiennes hostiles à la présence américaine, Al Zawra, propriété d'un député en exil et Al Rafidain, proche de l'association des oulémas irakiens, qualifiée d'organisation anti-américaine. Le projet de loi avait été soumis en juillet dernier pour classer comme «terroristes», les chaînes de télévision hostiles aux Etats-Unis et à Israël. Le projet demande des

mesures contre les Etats qui autorisent ces chaînes. Le projet, présenté par le républicain Gus Bilirakis, souligne que «depuis des années des médias du Moyen-Orient ont publié de façon répétée des incitations à la violence contre les États-Unis et les Américains».

M. Gus Bilirakis a d'ailleurs tenu un discours très martial en soulignant que face aux «dangers que de telles incitations représentent pour les soldats et les civils américains dans la région et sur notre territoire, il est grand temps que les États-Unis et d'autres pays responsables fassent cesser cette menace grandissante ». Les fournisseurs d'accès satellite peuvent faire l'objet de sanctions financières, selon les termes du décret n° 13224 signé par le président George W. Bush dans la foulée des attentats du 11 Septembre, qui s'applique à tout individu ou toute entité qui serait désigné comme ayant des liens avec le terrorisme. Au terme de la loi adoptée mardi dernier, le président américain devrait faire un rapport dans six mois sur les «incitations à la violence anti-américaine au Moyen-Orient». Le prix Nobel de la Paix qui mène la guerre en Afghanistan et en Irak doit donc se faire le grand censeur des médias

arabes qui, décidément, parlent trop des «dommages collatéraux» et continuent à parler d'occupation. Dans six mois, des chaînes arabes, absolument pas militantes, risquent de se retrouver dans la même case «terroriste» qu'Al-Manar et Al-Aqsa.

M. Saâdoune

<http://www.journalstars.com/actualites/arabsat-et-nilesat-dans-le-collimateur-des-americains-4606.html>

<http://www.fischer02003.over-blog.com/article-arabsat-et-nilesat-42825992.html>

2 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Ismail Haniyeh : Gaza est toujours debout dans la dignité.

Que le gouvernement élu jouisse encore à Gaza du soutien populaire de son peuple est le signe de l'échec du blocus criminel d'Israël et de la guerre lancée il y a un an. Aujourd'hui, notre peuple jouit du soutien de millions de personnes partout dans le monde ; des milliers d'entre elles frappent aux portes de Rafah pour entrer et montrer leur solidarité. Au contraire, Israël, la puissance occupante, est devenu isolé et méprisé par les peuples de conscience partout. Recherchés pour crimes de guerre, ses dirigeants sont obligés d'éviter de nombreuses villes

internationales qu'ils utilisaient jadis comme canaux de communication. Il n'y a qu'une explication à la relégation d'Israël au statut d'Etat voyou. Le monde n'en peut plus de son oppression et de son injustice.

La récente affirmation israélienne que « le Hamas a transformé Gaza en enfer sur terre » est une fabrication grossière et un mensonge. Il est étonnant qu'une telle déclaration vienne de l'Etat qui a attaqué sans aucune pitié la population de Gaza au cours d'une guerre terrible et unilatérale qui a tué plus de 1.500 personnes. Le Hamas n'a pas largué sur Gaza des bombes DIME et au phosphore internationalement interdites, pas plus que le Hamas a délibérément ciblé des écoles, des mosquées, des hôpitaux et les bâtiments des Nations Unies à Gaza. Des familles entières comme les Samouni et les Baloushas ont été tuées. Israël a fait tout ça.

Depuis trois années consécutives, il assiège mon peuple à Gaza, l'empêchant de reconstruire ses maisons, ou même de déblayer les gravats laissés par son attaque barbare. Parce que l'occupant refuse d'autoriser l'entrée des matériaux nécessaires à l'entretien et aux réparations du système d'approvisionnement en eau, la population de Gaza est maintenant empoisonnée par de l'eau contaminée et non potable. L'occupant maintient délibérément l'entrée des marchandises à Gaza à un niveau qui ne répond pas aux besoins minimum de ses habitants. Ceci a conduit à une malnutrition chronique. C'est la puissance occupante qui est responsable d'avoir fait de Gaza la plus grande prison sur terre, avec la totale collaboration de ses alliés occidentaux. Ils ont voulu punir mon peuple parce que le Hamas a remporté en 2006 les élections parlementaires libres et régulières, qui se sont déroulées sous supervision internationale. Ces mesures punitives ont été prononcées même après que le Hamas ait fait preuve d'une souplesse considérable en acceptant un Etat sur tout le territoire de la Cisjordanie (avec Jérusalem comme capitale) et Gaza. C'est précisément à cause de sa maturité politique et de son intégrité que le Hamas continue de jouir du soutien populaire, comme en témoigne la participation sans précédent aux célébrations de l'anniversaire de sa fondation le 14 décembre.

Si l'on en croit la direction israélienne, il semblerait qu'ils ont desserré leur étau et que maintenant, les Palestiniens de Cisjordanie peuvent s'attendre à « une nouvelle ère de prospérité et de croissance. » C'est cependant loin d'être le cas. Dans un rapport diffusé en juin 2009, la Banque Mondiale a déclaré que le PIB en Cisjordanie avait baissé « d'un cumulatif de 34% en termes réels de PIB par habitant » depuis septembre 2000. Le déclin économique de la Cisjordanie pendant cette période est dû à la politique israélienne de restriction de la mobilité des Palestiniens, divisant de fait la Cisjordanie en plusieurs poches assiégées. Israël a aujourd'hui retiré quelques-uns de ces plus de 600 barrières fixes (il installe aussi des centaines de checkpoints « volants » à volonté). Mais ce n'est qu'un geste cosmétique et, comme l'un de mes compatriotes l'a noté avec justesse, « *même les gestes israéliens les plus infimes ne peuvent qu'apporter une amélioration* » après un déclin aussi long et prolongé du PIB. Mais la réalité est que le siège de la Cisjordanie n'est pas moindre que celui de Gaza. Les Palestiniens de Cisjordanie ne sont pas plus en sécurité qu'à Gaza. En dépit de leur collaboration sécuritaire il y a à peine quelques jours, les forces d'occupation d'Israël ont tué de sang froid trois membres non armés du Fatah, l'un d'eux devant sa femme et ses enfants. Le même jour, les forces d'occupation israélienne ont aussi tué trois civils à Gaza.

Aujourd'hui, l'occupant dit vouloir "*relancer le processus de paix*" et qu'il a engagé des "*démarches sans précédent*" pour ce faire, mais qu'il n'a reçu que des plaintes, des conditions préalables injustifiées, et le Rapport Goldstone de la part des Palestiniens ingrats qui continuent de refuser de s'asseoir avec lui à la table des négociations. Quand ils parlent de « *démarches sans précédent* », ils font référence au « *gel de la colonisation* » fictif annoncé le 25 novembre. Ce « *gel* », qui n'est effectif que pour une période de dix mois, n'inclut pas Jérusalem Est, et permet la construction de 3.000 logements dans le reste de la Cisjordanie. Le « *gel* » a été annoncé à contrecœur pour que le Président Obama ne perde pas la face après qu'il l'ait demandé avec véhémence. En réalité, les Israéliens ne sont disposés à prendre aucune mesure significative pour la paix, comme mis en évidence par la décision annoncée la semaine dernière de construire 700 logements de plus à Jérusalem Est, et celle, annoncée le mois dernier, de construire 900 logement dans la colonie de Gilo, au sud de Jérusalem.

Quand la puissance occupante dit qu'elle a eu, des Palestiniens, le « Rapport Goldstone » en échange de ses concessions, c'est vraiment risible. Aucun Palestinien n'a été impliqué dans la rédaction de ce rapport. Son principal auteur, Richard Goldstone, dit lui-même qu'il est un ami d'Israël et un sioniste d'origine juive, et en même temps un juge de haut rang à la réputation de professionnalisme et d'impartialité. Les Israéliens s'élèvent contre ce rapport parce qu'il révèle l'évidence – qu'ils ont ciblé des civils lors de leur attaque contre Gaza et que leurs actions relèvent de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Si les allégations contenues dans le rapport sont fausses, comme le disent les Israéliens, alors ils ne devraient rien avoir à craindre, même s'ils étaient traînés devant les tribunaux internationaux.

Les remarques récentes venant de Tel Aviv portent le sceau d'un gouvernement isolé confronté à une répulsion internationale grandissante devant sa politique expansionniste, ses crimes continus contre les Palestiniens et son refus de se conformer au droit international.

Il ne fait aucun doute que nos blessures sont profondes et que notre souffrance est atroce. Mais ce qui nous aide à persévérer et à continuer notre lutte est le soutien sans précédent de la société civile mondiale. Ce sont ces gens courageux du monde entier qui affluent en masse à Rafah pour briser le siège, qui sacrifient leur santé, leur temps et leur confort pour montrer leur solidarité et leur soutien à notre juste cause ; ils sont devenus nos amis et nos alliés. A toutes ces âmes courageuses, j'adresse la profonde gratitude de mon gouvernement et de mon peuple. Nous vous assurons que le peuple opprimé de Palestine n'oubliera jamais vos efforts dans sa lutte pour la liberté.

L'auteur est le Premier Ministre palestinien élu, en exercice à Gaza

POUR INFO (cette déclaration réaffirme que les dirigeants du Hamas sont prêts à accepter la création d'un Etat palestinien indépendant limité à la Cisjordanie (y compris Jérusalem-est) et la bande de Gaza)

Source : [Middle East Monitor](#)

Samedi 9 janvier 2010

Traduction : MR pour ISM

2-2 Egypte - Palestine : Le mur de la honte

1 Tariq Ramadan : Egypte Palestine : Le mur de la honte.

On savait que les Palestiniens étaient depuis longtemps les victimes directes des politiques arabes chaotiques, veules et hypocrites. On savait que l'Etat d'Israël n'avait au fond pas de grands efforts à faire pour imposer sa vision, ses méthodes et ses objectifs : avec les Etats-Unis, le silence complice de l'Europe, et la complicité passive des Etats arabes, la cause était entendue. D'aucuns ont même parlé, avec quelque raison, de la « politique pro-sioniste » des Etats arabes. Nous savions les lâchetés et les trahisons : rien de nouveau à l'horizon.

On avait pu croire que le pire fut atteint avec l'offensive meurtrière et criminelle des forces israéliennes sur Gaza il y a un an. C'était sans compter sur la capacité créatrice du « pire encore » qu'allait nous offrir l'Etat égyptien et la délégation des « autorités religieuses » d'al-Azhar. Au nom de « la sécurité nationale », contre « le terrorisme », et, enfin, pour lutter contre « la corruption », la « contrebande » et « le trafic de drogue » des « indisciplinés » de Gaza, le gouvernement égyptien a décidé de construire un mur souterrain de plus de vingt mètres de profondeur afin d'empêcher que les « Gazaouis » continuent leurs actes « illégaux » de construction des « tunnels de la contrebande ». Le gouvernement égyptien n'a bien sûr aucune intention de cloîtrer les habitants dans leur enfer ; il s'agit, à l'évidence, d'une question de sécurité nationale ! Cela est tellement vrai que le comité des savants d'al-Azhar a cautionné ladite décision en affirmant qu'il était « islamiquement légitime » (« conforme à la shari'a ») de protéger ses frontières (ceux ci répondaient à une fatwa de l'Union mondiale des savants musulmans qui disait exactement le contraire, à savoir que cette décision était « islamiquement inacceptable »).

Quelle honte ! Comment ose-t-on jouer avec la justice, instrumentaliser ainsi le pouvoir et la religion. Le peuple palestinien, et au premier rang duquel les habitants de Gaza, vivent un déni de dignité et de droit, ils n'ont plus accès à la nourriture, à l'eau et aux soins, et voilà que le gouvernement égyptien se fait l'allié de la pire politique israélienne : isoler, étrangler, affamer, étouffer les civils palestiniens après les avoir décimés par centaines. Il est question de faire plier la résistance et d'acculer les leaders. Le gouvernement égyptien a bloqué les différents convois qui cherchaient à secourir le peuple palestinien avec l'espoir de lever le blocus sur Gaza. La mobilisation qui a permis à des centaines de femmes et d'hommes du monde entier de se réunir à Rafa a essuyé refus sur refus de la part du pouvoir du Caire, le tout agrémenté de quelques humiliations ciblées.

Quelle honte vraiment ! Le gouvernement israélien peut sourire. Au même moment, on nous annonce un lancement nouveau et « prometteur » du « processus de paix » !! Toutes les parties y trouveraient leur compte, nous dit-on, et les Etats-Unis, soutenus par l'Arabie Saoudite et ... l'Egypte, ont grandement participé à l'élaboration de ce « programme complet ». Beau « processus de paix » au nom duquel il aura fallu soumettre des civils à des mois de boycott avant d'inviter leurs leaders à des tables de négociations « très libres » et « très respectueuses ». Le gouvernement israélien peut sourire, à l'évidence : il gagne encore du temps et ne perd sur aucun dossier. Sa politique de peuplement sera temporairement gelée...sauf les constructions déjà engagées. Belle négociation en vérité !

Il faut le dire et le répéter : le « mur-égyptien-de-sécurité-nationale » est une honte. Les autorités religieuses qui l'ont, de surcroît, légitimé ont agi comme ces fameux « ulamâ » (savants musulmans) ou « conseils islamiques » soumis qui aux pouvoirs, qui aux dictatures,

qui aux forces coloniales ou qui encore aux quelconques Républiques peu cohérentes et manipulatrices des religieux. Que peut-il rester de leur crédibilité avec l'émission d'une telle « fatwa politique » qui ajoute à la dictature du pouvoir la caution islamique de la lâcheté des savants (ulamâ) ? Le silence eut été préférable.

Il faut dénoncer l'inacceptable et demeurer aux côtés de celles et de ceux qui résistent dans la dignité. S'il est une chose que les gouvernements israéliens successifs savent, et avec laquelle nous sommes d'accord, c'est que le peuple palestinien ne cédera pas. Et pour ceux qui auraient quelques doutes, ajoutons à cette certitude, une seconde vérité du temps : l'Histoire est du côté des Palestiniens et ce sont eux qui représentent pour aujourd'hui et pour demain l'espoir des valeurs humaines les plus nobles. Résister à l'opresseur, défendre ses droits légitimes et sa terre, et ne jamais céder à l'arrogance et aux mensonges des puissants. Quant aux pouvoirs israéliens, égyptiens ou autres, ou encore les fatâwâ (plur. de fatwa) des ulamâ appointés, ils passeront, ils passeront très certainement et seront heureusement oubliés. Heureusement. Le devoir de mémoire se meut en invitation à l'oubli quand il s'agit des noms et des agissements des dictateurs, des traîtres et des lâches.

Source : Tariq Ramadan

Jeudi 7 janvier 2010

<http://www.tariqramadan.com/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Tariq_Ramadan.070110.htm

2 Abdallah Al-Achaal : "La barrière prive les Palestiniens de leur droit d'échapper à la mort".

Abdallah Al-Achaal, expert juridique et ex-assistant du ministre des Affaires étrangères [égyptien] pour les affaires juridiques internationales, les accords et la planification politique, critique farouchement la décision d'édifier une barrière souterraine le long de la frontière avec la bande de Gaza.

Al-Ahram Hebdo : Comment jugez-vous la décision de la construction de la barrière selon le point de vue du droit international ?

Abdallah Al-Achaal : La construction de cette barrière est un crime sur le plan du droit international. Pour comprendre, il faut réviser cette juridiction : chaque pays est libre de faire ce qu'il veut à condition de ne pas porter atteinte à ses voisins. Dans notre cas, la construction de cette barrière cause non seulement des atteintes à cette génération de Palestiniens, mais aux générations futures aussi. L'Egypte a signé l'accord de Genève, ce qui implique son engagement à aider le peuple voisin victime d'une guerre, les Palestiniens, et non pas de s'associer avec leurs colonisateurs pour renforcer le blocus. Ainsi, il n'y aura ni nourriture, ni médicaments ni besoins essentiels qui pourraient être disponibles aux Palestiniens. C'est comme si on les privait du seul moyen de secours. On les prive de leur droit à échapper à la mort. Goldstone dans son célèbre rapport s'est élevé contre la fermeture du passage de Rafah. L'Egypte, avec cette barrière, se trouve en position d'un partenaire d'Israël qui œuvre pour éliminer le peuple palestinien, c'est un génocide. Le gouvernement égyptien a en plus commis un crime humanitaire.

- Quelles seraient les répercussions de cette initiative sur les plans interne et externe ?

Le rôle régional de l'Egypte a connu une détérioration en faveur d'autres forces, comme la Turquie. L'établissement de cette barrière risque de confirmer ce recul. Actuellement, le chef d'Etat à stature régionale est Erdogan. Le gouvernement égyptien explique que sa décision vise à protéger la sécurité nationale contre la contrebande des armes et drogues. En fait, cette décision ne peut pas être justifiée de cette façon. Pour la contrebande, elle existe sur toutes les frontières et il y a d'autres mesures prévues pour la régler, cette décision vise en premier lieu l'élimination du Hamas. Et pour la sécurité nationale, elle est certainement menacée par ce projet de cette barrière, à l'origine israélo-américaine, selon le pacte signé en 19 janvier 2009 entre les deux ministres des Affaires étrangères israéliennes et américaine, Tzipi Livni et Condoleezza Rice. Un projet israélo-américain exécuté par l'Egypte. La Cour internationale de justice a condamné le mur qu'Israël a érigé en Cisjordanie parce qu'il est construit hors des territoires israéliens. Donc pour leur faciliter la tâche, nous avons construit une barrière sur notre territoire qui sert leurs buts. Le cœur du problème est que la décision égyptienne

n'est pas indépendante. La notion des intérêts suprêmes de l'Egypte n'est pas définie clairement. Et sur le plan intérieur, c'est erroné de prendre une décision pareille alors qu'on est à proximité des élections.

- Quelle est la réaction positive qui peut être prise à cet égard ?

J'appelle tous les Egyptiens à intenter un procès contre le gouvernement pour déclarer un refus populaire commun contre l'établissement de cette barrière. J'appelle aussi au changement à travers les élections, c'est le seul espoir d'un pays en voie de développement !

Propos recueillis par Mavie Maher

6/1

Abdallah Al-Achaal - Al-Ahram/hebdo

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7927

3 Gaza: les résistants continuent leur travail malgré le mur et la tension.

La construction d'une barrière anti-tunnels par l'Egypte suscite de vives tensions à la frontière avec la bande de Gaza.

Le calme est revenu mercredi à Rafah, à la frontière entre l'Egypte et l'enclave palestinienne de Gaza, au lendemain d'un échange de tirs qui a tué un policier égyptien et blessé grièvement cinq manifestants palestiniens. Ces derniers protestaient contre l'édification d'un mur métallique souterrain du côté égyptien, censé empêcher la contrebande des marchandises via des centaines de tunnels creusés sous la frontière.

Pendant des décennies, les passeurs de Gaza sont parvenus à déjouer toutes les tentatives israéliennes de détruire leurs tunnels. Et que l'Egypte s'y mette à son tour, en érigeant une muraille d'acier sous terre, ne les impressionne pas.

Ils observent l'avancée de travaux de l'autre côté, en Egypte, où des grues enfouissent des poutres et des plaques de métal dans le sable, à 20 ou 30 mètres de profondeur.

Ceux qui vivent du trafic des tunnels doutent que l'Egypte réussisse là où les bombardements israéliens ont échoué. Ils sont persuadés que l'Egypte n'ira pas jusqu'au terme des travaux, ou que les Palestiniens prendront des contre-mesures efficaces, comme d'ouvrir au chalumeau des trous dans la barrière.

En fait, seuls quelques tunnels, sur les centaines qui courent sous la frontière, ont été bloqués dans les secteurs les plus sablonneux par le mur égyptien. Afin que la barrière soit efficace, il faudrait qu'elle s'étende sur les 12 kilomètres de démarcation entre l'Egypte et Gaza.

Pour Abou Antar, propriétaire de tunnels, "la muraille est un coup médiatique car il est impossible que les Egyptiens l'établissent tout le long de la frontière".

Othman, un autre gérant de tunnel, confie que "l'obstacle a d'ores et déjà été surmonté", sans autre précision.

Un réseau étendu de tunnels --creusés parfois à plusieurs dizaines de mètres sous terre, ventilés et éclairés à l'électricité-- a commencé à opérer du temps où l'armée israélienne occupait la bande de Gaza (1967-2005) et contrôlait la frontière avec l'Egypte.

Depuis le retrait de l'armée en 2005, puis l'instauration d'un strict blocus israélien contre Gaza, ce réseau s'est considérablement développé au point de devenir une artère économique vitale pour ce territoire surpeuplé et déshérité où vivent 1,5 million de Palestiniens.

Les tunnels alimentent tout un marché noir qui sert aussi bien à introduire de la nourriture, des carburants, des biens de consommations les plus divers --des carreaux de céramique jusqu'aux automobiles découpées en morceaux--, que des roquettes.

Le Hamas contrôle et taxe le trafic des marchandises. Il fait venir armes et argent via ses propres tunnels secrets.

"Ils croient briser notre volonté en construisant cette muraille d'acier. Mais qu'ils sachent que nous sommes déterminés et que nous tiendrons bon", avertit le ministre de l'Intérieur du gouvernement du Hamas, Fathi Hamad. Pour la population de Gaza, les tunnels --qui ont coûté la vie à des dizaines de Palestiniens lors d'éboulements accidentels ou de bombardements israéliens-- ne sont qu'un pis aller.

"S'il n'y avait pas de tunnels, peut-être qu'Israël et le monde entier seraient forcés de trouver une solution pour Gaza", suppose un commerçant de Rafah, dont les emballages portent encore les traces de sable de leur passage dans les tunnels.

Adapté par ML

07/01

Almanar

2-3 Une frontière trop poreuse...

1 Israël va clôturer sa frontière avec l'Égypte.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a approuvé dimanche un projet visant à établir une barrière et du matériel de surveillance perfectionné sur une partie de la frontière israélo-égyptienne afin d'en écarter les immigrants clandestins et les activistes.

"J'ai pris la décision de fermer la frontière sud d'Israël aux éléments infiltrés et aux terroristes. C'est une décision stratégique visant à préserver le caractère juif et démocratique d'Israël", annonce-t-il dans un communiqué.

Des milliers d'immigrants africains et autres, fuyant des conflits et cherchant du travail, sont entrés en Israël ces dernières années en franchissant sa frontière poreuse avec l'Égypte.

Netanyahu a dit qu'Israël continuerait à admettre des réfugiés en provenance de zones de conflit, mais il a ajouté:

"Nous ne pouvons laisser des dizaines de milliers de travailleurs en situation irrégulière s'infiltrer en Israël par la frontière sud et inonder notre pays de clandestins étrangers."

La réalisation de la clôture prendra deux ans et coûtera un milliard de shekels (270 millions de dollars). La barrière ne sera pas érigée le long de l'ensemble de la frontière, longue de 266 km.

La police égyptienne a intensifié ces derniers mois ses efforts de surveillance de la frontière avec Israël à la suite d'une recrudescence des infiltrations à travers l'Égypte.

Depuis mai, au moins 17 immigrants ont été tués par la police égyptienne.

Israël construit aussi une "barrière de sécurité" controversée autour de la Cisjordanie et qui empiète par endroits sur ce territoire. Il fait valoir que cette barrière hérissée de fil de fer barbelé et qui prend par endroits la forme de hauts murs de béton est nécessaire pour mettre fin aux infiltrations de kamikazes en Israël.

Les Palestiniens dénoncent l'empiètement sur leur territoire.

Israël a jusqu'ici construit environ la moitié des 670 km prévus.

Un mur de béton sépare au sud Israël de la bande de Gaza et un réseau de clôtures surmontées de fils coupants et de systèmes électroniques serpente au nord le long de sa frontière avec le Liban et la Syrie.

L'Égypte construit pour sa part une barrière souterraine le long de sa frontière avec la bande de Gaza pour empêcher les Palestiniens de faire venir des armes grâce à des tunnels.

10/1

<http://fr.news.yahoo.com:80/4/20100110/twl-israel-egypte-frontiere-bd5ae06.html>

2 Laurent Zecchini : Un Mur bis ou une barrière ???

Israël veut édifier une barrière de sécurité sur une partie de sa frontière avec l'Égypte

Puisque c'est une gageure que de tenter de contrôler les 260 km de la frontière avec l'Égypte, et puisque Israël est souvent critiqué par les organisations de défense des droits de l'homme pour sa politique de *hot return* ("retour à chaud") consistant à déporter sans délai les immigrants illégaux venus du Sinaï, la meilleure façon de protéger l'État juif contre toute immigration intempestive est de construire une barrière de sécurité sur la frontière, entre les déserts du Néguev et du Sinaï.

Telle est la conclusion à laquelle est arrivé le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, le 10 janvier. "J'ai pris la décision de fermer la frontière sud d'Israël aux éléments infiltrés et aux terroristes. C'est une décision stratégique visant à préserver le caractère juif et démocratique d'Israël", a-t-il expliqué, en assurant que, à terme, "le pays tout entier doit être entouré d'une barrière".

Consultées, les autorités égyptiennes n'ont fait aucune objection, dès lors qu'Israël financera intégralement les travaux.

Ceux-ci seront onéreux - **jusqu'à 1,5 milliard de dollars (1 milliard d'euros)** -, et c'est l'une des raisons qui font douter de la réalisation d'un tel projet.

Celui-ci, qui consiste à dresser une barrière de sécurité grillagée munie de radars pour détecter les intrus, a suscité de vives critiques des associations des droits de l'homme et des organisations qui s'occupent des réfugiés.

A Tel-Aviv, Yael Dayan, présidente du conseil municipal et pacifiste réputée, ne voit aucune justification à une telle décision : *"C'est un fait qu'il y a un échec pour arrêter ces entrées illégales, mais cela ne peut pas être une décision unilatérale. Beaucoup dépend des Égyptiens, qui ne font rien ; au contraire, ils encouragent ces étrangers à aller en Israël, pour s'en débarrasser."* Le phénomène est accentué par les tribus bédouines qui, de chaque côté de la frontière, vivent de la contrebande, que celle-ci soit humaine ou liée à la drogue et aux armes. La fille de feu le général Moshé Dayan, le héros de la guerre des Six-Jours, s'inquiète des conséquences humanitaires de ce projet : *"Une fois la barrière construite, que va-t-on faire ? Ouvrir le feu sur ces civils, qui sont d'abord des réfugiés économiques ?"*

Les diplomates israéliens expliquent que les immigrants illégaux, en majorité soudanais et érythréens, résident parfois plusieurs années en Égypte avant de se décider à passer en Israël.

"Le pays enfermé"

"La plupart d'entre eux recherchent une meilleure qualité de vie, explique un haut fonctionnaire, et une petite minorité est constituée de réfugiés politiques. L'Europe est également confrontée à ce problème, mais Israël est le seul pays où il n'y a aucun obstacle pour franchir la frontière : il suffit de marcher dans le désert."

Selon l'armée israélienne, 5 169 immigrants illégaux ont franchi la frontière (qui n'est pas matérialisée) entre l'Égypte et Israël, en 2007. Ils étaient 7 554 en 2008, mais leur nombre a été ramené à 3 190 en 2009, à la suite d'une politique de refoulement et de déportation.

Les autorités israéliennes estiment que près de 300 000 travailleurs illégaux résident dans le pays, et elles craignent d'assister à terme à un déséquilibre démographique au détriment des juifs.

Le ministre israélien de l'intérieur et président du parti Shass (droite religieuse), Eli Yischaï, avait provoqué une vive polémique, en novembre 2009, en affirmant que des milliers de travailleurs étrangers porteurs de maladies dont le sida, attendaient d'entrer en Israël.

Le propos avait été critiqué pour sa xénophobie, mais il confortait les sentiments d'une opinion hostile aux travailleurs immigrés, dont l'économie israélienne a besoin.

Yael Dayan explique qu'une autre politique est possible vis-à-vis des immigrés. A Tel-Aviv, la municipalité apporte une aide à 8 000 réfugiés et à environ 30 000 immigrants économiques, souvent originaires de Thaïlande et des Philippines. Parler de 300 000 illégaux vivant en Israël n'est pas sérieux, ajoute-t-elle, parce que dans ce chiffre le gouvernement compte les Palestiniens.

Elle conteste également l'affirmation des autorités selon laquelle des *"terroristes"* venus de Gaza passent en Égypte via les tunnels creusés sous la frontière, pour ensuite entrer en Israël par le Sinaï : *"Il n'y a aucune preuve d'un tel phénomène."*

Dans le quotidien Yedioth Aharonoth, l'éditorialiste Eitan Haber note qu'Israël dispose d'une barrière de sécurité sur le Golan pour l'isoler de la Syrie, d'une autre le long de la frontière libanaise, d'une autre encore le long de la frontière jordanienne, enfin que la bande de Gaza est totalement isolée. Avec ce projet à la frontière sud, *"le pays tout entier sera enfermé"*. *"Nous voulions être Athènes, conclut-il, nous devenons une Sparte moderne."*

Laurent Zecchini

LE MONDE |

13.01.10 |

Jérusalem Correspondant

<http://nasr-moqawama.blogspot.com/>

3 Avec son mur d'acier, il fait mieux que les Israéliens : Mubarak, premier policier de l'impérialisme dans la région.

Les pratiques du régime égyptien envers la cause palestinienne pendant l'année 2009 ont été le couronnement de ce qui a été appelé le processus de paix qu'avait commencé Sadate en signant les Accords de Camp David, et dont le but était de lever toute illusion et tout mensonge sur le projet de paix arabo-israélien, dont le régime égyptien a joué le rôle de premier parrain. Et voilà que nous nous retrouvons aujourd'hui avec un mur de

séparation construit par le gouvernement égyptien dans les profondeurs de la terre afin de renforcer encore plus le blocus sur la Bande de Gaza. S'ajoutant aux fanfaronnades sans précédent du régime égyptien en réponse aux critiques concernant la construction du mur, l'interdiction jusqu'à ce jour faite à la caravane de la *Gaza Freedom March* d'entrer dans la Bande de Gaza, au prétexte que les organisateurs de la caravane persistent à ne pas respecter les mesures obligatoires de passage à travers le territoire égyptien, l'adhésion totale à la confrontation entre le Mouvement Fatah et l'Autorité Palestinienne d'une part et le Hamas d'autre part, lequel, malgré toutes les contradictions, représente toujours l'obstacle dressé sur le chemin du règlement défaitiste dans lequel marchait la cause palestinienne sous le commandement du Fatah.

Le processus de règlement pacifique entamé par le régime égyptien a conduit, en fin du compte, à une correspondance parfaite entre ce que veut le régime israélien et ce que fait le régime égyptien, qui contribue à son exécution sur le terrain. Il s'agit, en effet, de l'asphyxie du mouvement Hamas dans la Bande de Gaza après l'échec de la machine militaire israélienne dans sa tentative de destruction pendant l'agression de Décembre 2008-Janvier 2009. Cela fait, en effet, un an qu'Israël a lancé son attaque contre Gaza, tuant 1400 Palestiniens et faisant des milliers de blessés, essentiellement parmi les civils vivant dans la Bande. L'objectif de l'attaque n'était que la destruction du Hamas et son élimination de la Bande par la force militaire, vu que ce mouvement était devenu un obstacle à la liquidation de la cause avec la complicité des dirigeants du Fatah et de l'Autorité Palestinienne.

Mais malgré la destruction qui a affecté la Bande de Gaza, la guerre n'a pas éliminé le Hamas. C'est pourquoi le régime égyptien est intervenu avec une nouvelle campagne de pressions sur le mouvement, en profitant d'une situation où le Hamas a besoin d'argent pour la reconstruction. Argent que les gouvernements européens et arabes ont donné dans une tentative de se laver de la honte de leur participation à ce massacre que ce soit en actes, en paroles ou par leur silence. Les marchandages ont commencé en proposant au Hamas l'argent de la reconstruction en échange de son abandon du pouvoir dans la Bande de Gaza, de sa reconnaissance d'Israël et de son acceptation inconditionnelle de la feuille de route égyptienne. Ladite feuille de route vise au retour de la situation à son « juste cours juste », ce qui, selon le gouvernement égyptien – dont l'avis est partagé par l'Autorité Palestinienne et Israël, bien entendu – signifie le retour à la situation qui prévalait avant la victoire du Hamas aux dernières élections législatives et avant sa prise de contrôle militaire sur la Bande de Gaza.

La question, ici, n'est pas de défendre le maintien au pouvoir du Hamas à Gaza, mais de montrer le point auquel le régime égyptien est arrivé avec ses pratiques qui concordent avec celles du régime israélien. En effet, le régime égyptien affame de facto les Palestiniens de la Bande et pas seulement le mouvement Hamas, et marchande sur tout, à commencer par l'argent de la reconstruction en passant par les aides humanitaires envoyées par les peuples.

Le régime égyptien fait pression avec une force tyrannique afin de liquider le mouvement Hamas, mouvement qui, malgré toutes ses contradictions qui ont contribué à son enfermement à l'intérieur de la Bande, a représenté, pendant toute la période écoulée, un obstacle à l'agenda de Mahmoud Abbas, qui prévoit un règlement désavantageux avec l'entité sioniste et qui abroge tous les droits du peuple palestinien, et désavantageux même du point de vue de la solution à deux États, car elle annule le droit au retour des réfugiés et légalise la situation des colonies sionistes qui dévorent de vastes terres en Cisjordanie. Solution qui annule, également, le droit du peuple palestinien à avoir Jérusalem comme capitale et rend la souveraineté du peuple palestinien presque inexistante sur sa terre à cause du contrôle israélien sur tous les points de sortie et à cause, également, du morcellement du territoire de la Cisjordanie par des centaines de passages, points de contrôles et barrages de sécurité.

Le régime égyptien, l'Autorité Palestinienne et ceux qui sont derrière eux, ceux qu'on appelle le « Camp des modérés », poussent de toutes leurs forces vers le chemin de ce règlement afin de se débarrasser de la question palestinienne dans son entièreté et afin qu'il soit possible d'ouvrir, par la suite, tous les canaux de la normalisation avec Israël, ouvertement et sans aucun embarras.

De plus, la bataille pour la liquidation du Hamas n'est qu'une partie de la bataille avec l'Iran, contre lequel ce qu'on appelle le « Camp des modérés » - avec à sa tête l'Égypte – mène une guerre par procuration pour le compte des USA.

Le régime égyptien a également ses propres équations, puisque depuis l'arrivée d'Obama à la Maison Blanche et après sa visite en Égypte, il est devenu clair que la nouvelle administration usaméricaine va avoir de plus en plus besoin des services du régime égyptien dans la région, étant donné qu'il y a une confrontation avec le régime iranien, un blocus contre le Hamas afin de le liquider et d'ouvrir la voie, par la suite, au processus du règlement et de la liquidation de la question palestinienne une fois pour toutes, tout cela sans oublier les autres foyers de résistance à l'hégémonie usaméricaine auxquels faire face. En échange de tout cela, les critiques virulentes de l'administration usaméricaine envers le régime égyptien en ce qui concerne la démocratie et les réformes ont totalement cessé, et c'est de cela dont a besoin le système actuellement, à savoir de se mettre totalement à l'abri de l'administration usaméricaine pendant qu'il prépare et exécute le projet de succession à Moubarak.

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui représente le plus bas degré de régression qu'ait atteint Moubarak et sa bande au pouvoir face à un peuple affamé par le blocus qui lui est imposé, une cause juste sur le point d'être liquidée et des intérêts sionistes et impérialistes soutenus ouvertement et inconditionnellement. Ce que représente le régime au pouvoir en termes de mal et de corruption s'est étendu en dehors des frontières égyptiennes pour toucher les peuples voisins qui n'ont rien à voir avec la collaboration de Moubarak et de son régime et sa dépendance vis-à-vis l'impérialisme. Le rôle que jouent, aujourd'hui, Moubarak et son régime les mettent en première position dans le concours pour obtenir le titre de premier policier de l'impérialisme dans la région, rôle semblable à celui du régime du chah Reza Pahlavi en Iran juste avant sa chute lors de la révolution populaire de 1979 ; mais le régime égyptien joue un rôle encore plus vil.

Alors, devrions-nous nous attendre à ce que Moubarak et son régime prennent fin suite à une révolution égyptienne qui puisse faire tomber le chah égyptien ?

AUTEUR: [Center for Socialist Studies](#)

Traduit par [Omar Mouffok et Tafsut Aït Baamrane](#)

Source : [Centre d'Études Socialistes-](#)

Article original publié le 3/1/2010

[Sur l'auteur](#)

Omar Mouffok et Tafsut Aït Baamrane sont membres de [Tlaxcala](#), le réseau international de traducteurs pour la diversité linguistique.

Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, les traducteurs et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=9733&lg=fr>

2-4 Seumas Milne - Le terrorisme est le prix à payer pour le soutien aux despotes et aux dictateurs.

nb Ndlr :La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage tout le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Loin de protéger sa souveraineté, le gouvernement égyptien l'a vendue à l'étranger pour continuer à toucher des subsides et maintenir son despotisme dynastique, sacrifiant toute prétention à son rôle historique de leader du monde arabe, écrit Seumas Milne.

Si une survivante de l'Holocauste, âgée de 85 ans, avait fait la grève de la faim en soutien d'un peuple assiégé dans une autre partie du monde, et si des centaines de manifestants plutôt occidentaux avaient été pris pour cible et battus par la police, vous pouvez être sûr que nous aurions entendu parler de tout cela.

Mais parce que cela s'est passé dans l'Égypte soutenue par l'Occident plutôt qu'en Iran, et parce que le peuple soutenu par les manifestants était les Palestiniens de Gaza au lieu de, disons, les Tibétains, la plupart des gens en Europe et en Amérique du Nord n'en ont rien su.

Ces deux dernières semaines, deux groupes composés de centaines de militants se sont affrontés avec des policiers et des officiels égyptiens pour pouvoir pénétrer dans la bande de Gaza afin d'exprimer leur solidarité avec la population sous blocus, à l'occasion du premier anniversaire de l'assaut dévastateur d'Israël.

Hier soir [6 janvier], le convoi Viva Palestina de George Galloway, fort de 500 personnes et transportant de l'aide médicale, a finalement été autorisé à entrer dans Gaza, déduction faite de 50 de ses 200 véhicules, après avoir été bloqué plusieurs fois, détourné et soumis à des menaces->] par la sécurité égyptienne - avec une agression brutale le mardi soir [5 janvier] dans le port égyptien d'El Arish qui a eu pour résultat des dizaines de blessés malgré la présence d'un député britannique et de 10 députés turcs.

Ceci succédait à une tentative [d'entrer dans GAza] des 1400 manifestants de « la Marche pour la Liberté de Gaza » venus de plus de 40 pays - seuls 84 d'entre eux ayant été autorisés à traverser la frontière. C'est ce qui a conduit Hedy Epstein, dont les deux parents sont morts à Auschwitz, à refuser de s'alimenter au Caire tandis que les manifestants étaient violemment dispersés et que le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, était reçu à bras ouverts non loin de là.

Hier, des manifestations organisées du côté de la frontière de Gaza par les Palestiniens contre le harcèlement subi par le convoi « Viva Palestine » ont conduit à des affrontements violents avec les forces de sécurité égyptiennes au cours desquels un soldat égyptien a été tué et de nombreux Palestiniens blessés.

Mais bien que la confrontation ait été largement ignorée en Occident, cela a été un événement médiatique majeur au Moyen-Orient et qui n'a fait de tort qu'à l'Égypte. Et tandis que le gouvernement égyptien affirme qu'il ne fait que maintenir sa souveraineté nationale, ces événements ont en revanche clairement exposé sa complicité avec

le blocus de Gaza et la punition collective imposée à ses 1,5 million d'habitants - blocus voulu par les Etats-Unis et soutenu par l'Union Européenne.

Le principal protagoniste de l'état de siège, Israël, ne contrôle que trois côtés de la bande de Gaza. Sans l'Egypte qui contrôle le quatrième, le blocus serait inefficace. Mais après avoir toléré des tunnels qui ont sauvé les habitants de Gaza de l'état d'extrême mendicité, le régime du Caire a lancé, afin de rendre le blocus total, la construction d'un mur souterrain en acier - appelé « le mur de la honte » par beaucoup d'Égyptiens - sous l'étroite supervision des Etats-Unis.

C'est en partie parce que le dictateur égyptien vieillissant, Hosni Mubarak, craint une contamination à travers la frontière de l'administration du Hamas élue à Gaza dont les alliés idéologiques dans l'organisation interdite des Frères Musulmans seraient susceptibles de remporter des élections organisées librement en Egypte.

Mais deux autres facteurs semblent avoir joué un rôle décisif pour convaincre le Caire de se plier aux pressions américaines et israéliennes et de serrer la vis sur les Palestiniens de Gaza ainsi que sur ceux qui les soutiennent. Le premier était une menace américaine de supprimer des centaines de millions de dollars d'aide si l'Egypte ne sévissait pas contre la « contrebande » d'armes et autres produits. Le second est le besoin d'un acquiescement de la part des États-Unis dans la succession très attendue et héréditaire de Gamal, ex-banquier et fils de Mubarak, à la présidence.

Ainsi loin de protéger sa souveraineté, le gouvernement égyptien l'a vendue à l'étranger pour continuer à toucher des subsides et maintenir son despotisme dynastique, sacrifiant toute prétention à son rôle historique de leader du monde arabe.

D'un point de vue international plus large, c'est précisément cet appui par l'Occident de régimes tels que l'Egypte, répressifs et qui ne représentent qu'eux-mêmes, en même temps que son soutien indéfectible à l'occupation israélienne et à la colonisation des terres palestiniennes qui sont au cœur de la crise au Moyen-Orient et dans le monde musulman.

Des décennies d'un soutien, affamé de pétrole, de despotes, de l'Iran à Oman, de l'Egypte à l'Arabie saoudite, en même temps que l'échec du nationalisme arabe à achever la décolonisation de la région, ont alimenté en premier lieu l'islamisme puis l'éruption de sa variante Al-Qaida il y a maintenant plus d'une décennie.

Mais, loin de comprendre que l'hostilité naturelle à un contrôle étranger sur la région et à ses ressources était au centre du conflit, la réponse désastreuse a été d'étendre la présence de l'Occident encore plus profondément, avec de nouvelles et encore plus destructrices invasions et occupations en Irak, Afghanistan et ailleurs. Et le court flit de l'administration Bush avec la démocratisation dans les États clients tels que l'Egypte a été rapidement abandonné une fois qu'il est devenu clair qu'il était susceptible d'être élu.

Sous Barack Obama la logique empoisonnée de ce borborygme impérial conduit inexorablement à la propagation de la guerre. À la suite de l'attentat manqué sur un vol à destination de Detroit le jour de Noël, le président américain a annoncé cette semaine deux nouveaux fronts dans la guerre contre le terrorisme, Gordon Brown emboîtant fidèlement le pas : le Yémen où le candidat à l'attentat aurait été formé, et la Somalie où Al-Qaida a également pris racine dans le borborygme de la guerre civile et de la désintégration sociale chronique.

Le renforcement de l'intervention militaire occidentale dans ces deux pays va certainement aggraver le problème. En Somalie, il l'a déjà fait, après que les États-Unis aient soutenu l'invasion éthiopienne de 2006 qui a renversé la relativement pragmatique « Union des tribunaux islamiques » et a engendré le mouvement Shabab, plus extrémiste, lié à Al-Qaida et qui exerce maintenant son contrôle sur de grandes parties du pays.

L'extension du soutien américain à l'impopulaire gouvernement yéménite, déjà confronté à une rébellion armée dans le nord et à la menace d'une sécession du sud rebelle - qui a été le seul à réussir en 1967 à pousser au départ le régime colonial britannique - ne peut que jeter de l'huile sur le feu.

Le premier ministre britannique a essayé cette semaine de nous convaincre que la croissance d'Al-Qaida au Yémen et en Somalie illustre le fait que la stratégie occidentale « fonctionnait », parce que l'escalade de la guerre en Afghanistan et au Pakistan aurait contraint Al-Qaeda à chercher à établir des sanctuaires ailleurs. En réalité, il s'agit d'une manifestation de l'échec grotesque de toute la guerre contre le terrorisme.

Depuis son lancement en octobre 2001, Al-Qaida s'est propagé à partir des montagnes de l'Afghanistan à travers toute la région : l'Irak, le Pakistan, la corne de l'Afrique et bien au-delà !

Plutôt que de réduire l'aide occidentale aux dictatures et aux occupations qui alimentent le terrorisme dans sa variante Al Qaeda, et plutôt que de concentrer ses ressources policières pour la contrer, les États-Unis et leurs alliés ont répété et étendu inexorablement les monstruosité qui ont produit ce terrorisme.

C'est une recette pour une guerre sans fin contre le terrorisme.

Seumas Milne –

The Guardian

10/01

* Seumas Milne est journaliste et éditeur associé au journal britannique [The Guardian](#)

7 janvier 2010 - The Guardian –

<http://nasr-moqawama.blogspot.com>

2-5 Benjamin Barthe : Les dirigeants israéliens évitent le Royaume-Uni et son système judiciaire.

Après les bus à impériale et les fish and chips, la capitale du Royaume-Uni est en passe de s'inventer une nouvelle spécialité : les mandats d'arrêt contre les responsables israéliens.

Depuis le mois de septembre, trois d'entre eux ont échappé de peu à une interpellation dans le cadre de plaintes pour crimes de guerre émanant de cabinets d'avocats londoniens.

Le dernier dirigeant en date est Tzipi Livni, qui officiait comme ministre des affaires étrangères durant l'offensive menée l'hiver dernier dans la bande de Gaza, en représailles aux tirs de roquettes du Hamas.

Conviée à un gala du Fonds national juif organisé le 13 décembre à Londres, Mme Livni, désormais chef de l'opposition, déclina l'invitation à la dernière minute, ce qui entraîna l'annulation du mandat d'arrêt émis à son encontre par un juge britannique.

Fin septembre, le séjour outre-Manche du ministre de la défense, Ehoud Barak, aurait pu mal tourner si le magistrat saisi d'une demande d'arrestation ne lui avait pas accordé une immunité judiciaire.

Quelques semaines plus tard, c'est Moshé Yaalon, ancien chef d'état-major, qui renonçait à rejoindre la Grande-Bretagne de peur d'y faire l'objet de poursuites. Et cela en vertu du Criminal Justice Act de 1988, qui confère aux tribunaux britanniques une compétence universelle.

"La solidité des allégations de crimes de guerre formulées dans toute une série de rapports dont celui du juge Richard Goldstone, commissionné par les Nations unies, exige qu'une enquête judiciaire soit ouverte, dit Sharif Hamadeh, l'un des avocats anglais derrière la tentative d'arrestation d'Ehoud Barak. Le conflit durera aussi longtemps que les dirigeants israéliens auront le sentiment d'être au-dessus des lois."

"La situation est devenue intolérable", estime Ron Prozor, l'ambassadeur israélien à Londres, qui évoque un "abus" du principe de compétence universelle et exige "que le gouvernement britannique agisse".

A Gaza, le Hamas jubile. Par la voix d'un juge, Diya Al-Madhoun, qui dirige un comité spécialisé dans la collecte de témoignages sur la guerre, il s'attribue même la paternité des plaintes contre M. Barak et Mme Livni. Relayées par l'Agence France-Presse et la presse anglaise, ces déclarations sont catégoriquement démenties par les organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme et les avocats impliqués dans les procédures. "C'est ridicule. Ce comité exagère son rôle pour justifier son existence", affirme Daniel Machover, un avocat anglo-israélien à la pointe de l'offensive judiciaire.

L'idée d'exporter la cause palestinienne dans les prétoires européens a émergé en 2002, dans les locaux du Centre pour les droits de l'homme de Gaza. Le 22 juillet de cette année, une bombe d'une tonne est larguée sur un quartier populaire, tuant quatorze civils, dont neuf enfants, en plus d'un chef militaire du Hamas.

Saisie par des organisations pacifistes, la Cour suprême israélienne ne trouve rien à redire. "C'est à ce moment-là que l'on a commencé à recenser les pays dont les tribunaux ont compétence universelle, explique Jaber Wishah, directeur adjoint du centre. Ce principe permet de poursuivre des criminels de guerre en dehors de leur pays d'origine et du pays d'origine de leurs victimes."

En Grande-Bretagne, le code pénal n'impose pas de passer par le parquet pour obtenir un mandat d'arrêt. Un dossier solide et un bon avocat peuvent suffire. En 2005, un mandat d'arrêt est ainsi délivré contre le général Doron Almog, ordonnateur de la destruction d'une cinquantaine de maisons à Gaza. Prévenu de la présence de la police dans le terminal de l'aéroport de Heathrow, où son vol venait d'atterrir, le haut gradé repart aussitôt pour Tel-Aviv.

"Jack Straw, notre ministre des affaires étrangères, avait alors promis à son homologue israélien de faire modifier la loi, explique une source officielle britannique sous couvert de l'anonymat. Mais cette question qui paraissait alors mineure n'est jamais parvenue à la Chambre des communes."

Quatre ans plus tard, crise diplomatique oblige, le gouvernement planche sur un amendement destiné à empêcher la délivrance de mandat d'arrêt par un simple juge. Un projet de réforme qui s'apparente à une ingérence du politique sur le judiciaire, estime Daniel Machover. "Avec un système pareil, dès que le responsable d'un pays allié sera inquiété, la procédure sera arrêtée au nom de l'intérêt public", souligne-t-il. Daniel Machover et ses collègues se consolent à l'idée qu'avant de réserver un hôtel à Londres, les dirigeants israéliens s'enquière désormais du facteur risque auprès du ministère de la justice. Pour ceux-là, les bords de la Tamise s'apparentent à un champ de mines.

Benjamin Barthe –

Le Monde du 24 décembre 2009

<http://www.aloufok.net/spip.php?article1194>

2-6 Paju : Livni échappe à l'arrestation et reste fière du massacre à Gaza.

Des représentants haut placés du gouvernement d'Israël ont confirmé qu'une cour britannique avait lancé un mandat d'arrêt contre l'actuel chef officiel de l'opposition Tzipi Livni qui, avec Ehud Olmert et Ehud Barak, avait planifié le déroulement de l'écrasante action militaire d'Israël contre le Hamas dans la bande de Gaza entre décembre 08 et janvier 09. Une association pro-palestinienne a fait la demande de mandat d'arrêt.

Mandat d'arrêt contre une politicienne israélienne

Des représentants haut placés du gouvernement d'Israël ont confirmé qu'une cour britannique avait lancé un mandat d'arrêt contre l'actuel chef officiel de l'opposition Tzipi Livni qui, avec Ehud Olmert et Ehud Barak, avait planifié le déroulement de l'écrasante action militaire d'Israël contre le Hamas dans la bande de Gaza entre décembre 08 et janvier 09. Une association pro-palestinienne a fait la demande de mandat d'arrêt.

Les media de langue arabe ont reporté les premiers que Livni avait annulé sa participation à un événement juif à Londres après l'annonce d'un mandat d'arrêt. L'ambassadeur d'Israël à Londres, Ron Prosor, annonça que le ministère de la justice britannique n'avait aucune trace de cette plainte. Plus tard, cependant, les fonctionnaires israéliens ont reconnu qu'un mandat avait été lancé contre T.Livni.

Al-Quds Al-Arabi a révélé que Scotland Yard avait informé les organisateurs du Fond National Juif (FNJ) que l'ancienne ministre des affaires étrangères avait annulé son discours à la conférence dans le nord-est de Londres craignant d'être poursuivie en cour par les groupes pro-palestiniens. Le bureau de Livni donna une autre version : l'événement de Londres avait été annulé depuis deux semaines à cause d'un agenda trop chargé. Un groupe d'une centaine de démonstrateurs antisionistes se sont fait entendre, nous dit Al-Quds Al-Arabi, quand les délégués du Fond National Juif sont arrivés dimanche à l'hôtel Hendon Hall.

Le bureau de Livni a ajouté qu'elle 'était fière des décisions prises pendant la guerre de Gaza'.

Une cour du Royaume Uni a déferé, il y a deux mois et jusqu'à avis contraire, une demande de groupes pro-palestiniens de mandat d'arrêt contre Ehud Barak qui était alors en visite dans le pays.

Adapté de "Foreign Ministry outraged over U.K. arrest warrant against Livni", écrit par Barak Ravid et publié par Haaretz le 14 décembre 2009 ; <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1134978.html>

Distribué par PAJU (Palestiniens et Juifs Unis)

PAJU No 464, 2 janvier 2010

Date de publication : 5/1

http://www.pajumontreal.org/paju_fr/?/QUE-CESSE-L-OCCUPATION-PAJU-No-464-2-janvier-2010-Livni-echappe-a-l-arrestation-et-reste-fiere-du-massacre-a-Gaza

2-7 Ma'an News Agency : L'ex-chef du Mossad considère qu'il est temps de mettre Abbas à la porte.

L'ancien chef des services israéliens d'espionnage, Efraim Halevy, a critiqué l'Autorité palestinienne (AP) et le président Mahmoud Abbas lors d'une interview avec la radio militaire.

« L'Autorité palestinienne est sans utilité et ce ne sont rien que des élèves d'Israël et des États-Unis. Dès que les États-Unis et Israël cesseront de financer l'Autorité palestinienne, celle-ci disparaîtra. Abbas et son AP devraient comprendre cela et savoir être modestes dans leurs menaces contre Israël », a déclaré Halevy au cours de l'émission matinale « Bonjour Israël » animée par Ghazi Burqai.

« Abbas ne sert à rien et il est temps de le virer. Israël doit trouver des alternatives. »

Halévy, qui dirige également la « Strategic Research Unit » de l'Université hébraïque de Jérusalem, a ajouté que l'alternative à l'Autorité palestinienne serait le Hamas, en affirmant qu'Israël avait commencé à établir « les premières voies [de communication], posant en termes clairs que le Hamas est meilleur que Abbas, son gouvernement et son autorité. »

Halévy a en outre critiqué le chef du Fatah, Muhammad Dahlan, l'accusant d'investir des millions de dollars en Libye, en ajoutant que l'Autorité palestinienne n'avait pas réussi à faire totalement disparaître les attaques [de la résistance palestinienne] contre Israël et que, en fait, le Shabak [contre-espionnage israélien connu pour son usage répété de la torture - N.d.T] était la force qui sous-tendait [le travail des services de sécurité de l'AP].

L'interview avec le chef du Mossad a eu lieu après une autre interview du négociateur en chef de l'OLP, Saeb Erekat au Qatar, au cours de laquelle a été discutée la récente décision d'Israël de poursuivre l'expansion des colonies à Jabal Zaytoun dans Jérusalem-Est.

Erekat y expliquait que l'Autorité palestinienne condamnait et rejetait la politique de colonisation d'Israël et qu'Abbas ne reprendrait pas les négociations avant un arrêt complet de ces activités de colonisation.

9/1

Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.maannnews.net/eng/ViewDet...>

Traduction : Info-Palestine.net

2-8 Myriam Abraham : Pitoyable Mea Culpa.

De Jimmy Carter aux Sionistes – Le Lobby Passe En Mode Préemptif.

Le puissant Lobby Sioniste aux US fonctionne désormais en mode préemptif : Carter vient de faire un pitoyable Mea Culpa à la communauté judéo sioniste américaine. Mais ne serait-ce pas plutôt un cadeau de Noël à son petit fils, Jason Carter, futur sénateur de l'état de Georgie

Si le Lobby Sioniste le permet, of course ?

Jimmy Carter avait courageusement dénoncé l'Apartheid instauré par Israël en Palestine dans un livre intitulé « *Palestine : Peace Not apartheid* » publié en 2006. Homme de foi doté d'une patience extraordinaire Carter s'était engagé à trouver une solution juste et équitable au conflit israélo palestinien expliquant lors de la présentation de son livre aux quatre coins des US et ailleurs les conditions désespérées imposées à une population palestinienne vivant sous occupation.

Le titre de son livre, ses rencontres à Gaza avec des responsables du Hamas, ses déclarations courageuses de bon sens telles que « *les citoyens de Palestine sont traités plus comme des animaux que des êtres humains* » lui avaient valu le mépris des Israéliens, du Lobby Sioniste aux US, et même de certains membres de son propre parti, le parti Démocrate, y compris l'actuel président Barack Obama qui lui a fait l'affront de ne pas le laisser parler lors de son investiture comme il l'a fait pour les autres ex présidents. Même ceux associés aux activités du Carter Center l'ont mis en quarantaine.

Pendant toute cette traversée du désert, Jimmy Carter est toujours resté courtois, digne, mais s'est refusé à tout acte de repentance.

Tout récemment, dans un article du 19 Décembre publié dans le quotidien britannique « *The Guardian* » intitulé « *Gaza must be rebuilt now* » (Gaza doit être reconstruit maintenant), Carter se plaignait de la stagnation du processus de paix et réprimandait l'administration Obama pour son manque d'implication. Révolté par l'embargo continu des matériaux de construction imposé par le régime sioniste à Gaza il écrivait :

« je me suis rendu à Gaza après la guerre dévastatrice de Janvier et j'ai vu des personnes sans abris entassés dans des tentes de fortune faites de morceaux de plastique, ou dans des caves creusées dans les débris de leurs anciennes maisons. Malgré les propositions faites par les dirigeants palestiniens et des agences internationales pour garantir que les matériaux importés ne seraient pas utilisés même à des fins militaires défensives, le ciment, le bois de charpente, les vitres ne sont pas autorisés à entrer dans Gaza. Les US et d'autres nations ont accepté cette odieuse situation sans agir énergiquement pour corriger cela ».

Et puis brusquement il y a cette apologie de la part de Jimmy Carter.

Dans une lettre ouverte envoyée à la *Jewish Telegraphic Agency (JTA)* l'ancien président Jimmy Carter s'est excusé auprès de la communauté juive américaine disant :

« Nous devons reconnaître ce qu'a accompli Israël dans des circonstances difficiles, même si nous nous efforçons de manière positive d'aider Israël à continuer d'améliorer ses relations avec ses populations arabes, mais nous ne devons pas stigmatiser Israël par nos critiques pour qu'il s'améliore... J'offre un Al Het (une prière de Yom Kippour pour demander pardon) pour toutes mes paroles ou actes qui aurait pu causer cela ».

On peut donc se demander pourquoi ce brusque revirement de la part de Carter qui jusqu'à présent avait fait preuve d'une droiture, d'une intégrité politique sans faille, et pourquoi maintenant ?

La réponse se trouve apparemment dans les aspirations politiques de son petit fils de 34 ans, Jason Carter.

Le Mea Culpa de Carter a été publié une semaine juste après que Jason eut annoncé qu'il brigait le poste de sénateur de l'état de Georgie libéré par David Adelman (qu'Obama a nommé comme ambassadeur US à Singapour). L'élection spéciale de Mars aura lieu dans un district qui selon l'AP à une « *population juive qui sait se faire entendre* ».

Niant que cette lettre soit liée à sa campagne pour le poste de sénateur, Jason Carter s'est empressé de qualifier l'acte de son grand père « *de grand pas vers la réconciliation* ».

Mais on trouve écrit ceci dans le JTA :

« Cependant, il semble évident que Jason Carter a considéré l'acte de repentance fait plus tôt ce mois ci via JTA comme une main tendue. Le jeune Carter avait essayé pendant des jours de parler avec Liane Levetan, une ancienne sénatrice de l'état de Georgie et CEO de Dekalb County, et dès qu'ils sont entrés en relation mardi, il lui a conseillé d'aller lire la lettre sur le site de JTA ».

Levetan fait partie de ces 14 Judéo Sionistes américains qui ont rompu avec le Carter Center en 2006 après la publication du livre de Jimmy Carter « *Palestine : Peace not Apartheid* ». Rompre implique bien évidemment de cesser tout financement de ce genre d'institution.

Comme on peut donc hélas le constater une nouvelle fois, la démocratie et l'intégrité politique aux USA s'arrêtent dès qu'entre en action le Lobby Sioniste. Véritable fléau du monde politique contemporain non seulement aux USA mais aussi dans un grand nombre de pays occidentaux dont la France il est absolument nécessaire de dénoncer ses atteintes à la démocratie et ses manipulations politiques en faveur du régime sioniste, qui selon les propres termes de Sir John Troutbeck le 2 Juin 1948 après la création de l'état sioniste avait écrit au ministre des affaires étrangères britannique de l'époque reprochant aux Américains d'être responsable de la création d'un état gangster ayant à sa tête des « *dirigeants complètement dénués de tout scrupule* ».

Israël, cet état voyou ne mérite aucun Mea Culpa, mais bien une condamnation sans équivoque alors même

qu'on commémore les attaques sionistes barbares sanglantes ayant intentionnellement visé la population civile palestinienne de Gaza lors de l'Opération Plomb Durci de l'hiver passé.

Myriam Abraham

28 Décembre

<http://www.planetenonviolence.org/>

http://www.alterinfo.net/Pitoyable-Mea-Culpa-De-Jimmy-Carter-Aux-Sionistes-Le-Lobby-Passe-En-Mode-Preemptif_a40807.html

2-9 Jacque Salle : Turquie, terrain perdu d'Israël ??

Entre arrogance et humiliation, les Israéliens perdent les pédales avec les Turcs.

Ceci a été bien clair lors de la crise diplomatique qui a éclaté avec l'humiliation infligée à l'ambassadeur turc à Tel Aviv, suivie dans un intervalle de 24 heures par l'humiliation essuyée par l'entité sioniste qui a dû s'excuser deux fois avant qu'elle ne soit pardonnée. Et entre les deux, un premier tollé suscité par les médias, critiquant l'emballage israélien, puis une deuxième vague de critiques israéliennes, s'offusquant pour l'humilité israélienne qui a imprégné les excuses.

Ces camouflets qui frisent la bêtise perdurent depuis l'altercation de Davos, entre le Premier ministre turc Recep Tayeb Erdogan et le président israélien Shimon Perez. Cette occasion avait fait monter à la surface une position turque inattendue, et a lancé les spéculations sur un chamboulement de la politique turque à l'encontre de l'entité sioniste, après près de 50 années d'alliance, scellée d'une entente militaire conclue dans la deuxième moitié des années 90. Jamais un responsable israélien n'avait été aussi offensé, voire aussi ridiculisé de face, devant les caméras, comme ce fut le cas de Perez.

Pour les Israéliens, alors que leurs anciens ennemis, les Arabes passaient en dégringolade vers le camp de la soumission, ce sont leurs anciens alliés qui continuent de passer à celui de la contestation.

Il y a quelques trente ans, ce fut le cas, certes bien plus catégorique, d'un pays voisin de la Turquie : l'Iran.

Pourtant, dans leurs positions officielles, les Israéliens avaient tenté tant bien que mal de cacher leur différend avec Ankara, affichant qu'il ne s'agit que d'un nuage d'été.

Mais c'est bien le contraire qui se manifestait.

Les responsables turcs ne ménageaient aucune occasion pour hausser le ton contre Tel Aviv : exigeant la suspension du blocus contre Gaza ; annulant une visite officielle à Tel Aviv, car les Israéliens leur ont refusé de se rendre à Gaza ; interdisant aux avions de chasse israéliens de participer à des manœuvres conjointes, devenues pourtant un exercice annuel ; critiquant à chaque occasion la politique israélienne, "*pour son refus de la paix*" ; menaçant que jamais plus Ankara ne restera les mains croisées en cas de nouvelle agression contre la Bande de Gaza, ou en cas des menaces à la paix dans la région ; ignorant les mises en garde proférées en collaboration de la France, de ne plus pouvoir prétendre à la médiation avec la Syrie...

Et lorsque les Israéliens leur ont vendu des drones défectueux, (serait-ce par mesure de rétorsion ?), ils sont allés jusqu'à les menacer de les traduire devant la justice internationale. Une semaine avant la visite de Barak, dimanche, un responsable israélien est venu en catimini en Turquie pour régler l'affaire.

Lors de sa visite, le ministre de la Guerre a essayé de nouveau la politique de camouflage : comme si la crise qui avait éclaté il y a quelques jours n'était qu'un évènement passager. Présentant de nouvelles excuses. Comme si ses rencontres prévues avec le président, le Premier ministre et le chef d'état-major turcs n'ont pas été annulées. Comme si sa visite de quatre jours n'avait pas été écourtée à quatre heures. S'efforçant de flatter l'importance primordiale de la Turquie dans la région.

Mais après son départ, il a dû une fois de plus entendre les commentaires de l'irréductible Erdogan, lequel après avoir accepté les excuses de Barak, "*qui est le deuxième partenaire de la coalition au pouvoir, tandis qu'Ayalone n'est qu'un vice-ministre des Affaires étrangères*", a affirmé haut et fort que "*la crise diplomatique avait bien montré que personne ne peut oser se jouer de la Turquie*".

Politique des grandeurs ? Des lectures contraires sont fournies : la première, celle qu'Ankara est en train d'utiliser le conflit israélo-palestinien pour renforcer ses intérêts, dont, entre autres, promouvoir sa position régionale et pousser l'Union européenne à accepter son adhésion parmi ses rangs ? La seconde est qu'elle décidée à investir ses intérêts, et surtout ses atouts de force en faveur d'une solution juste de ce conflit ?

À la lumière de la fermeté affichée par les Turcs, d'aucun opérerait pour la deuxième analyse.

Sachant que ses positions puisent leur force du fait qu'elle est un allié d'Israël, qui ose les critiques et les pressions auxquelles les autres ont renoncées, Ankara montre de plus en plus qu'elle peut faire d'une pierre deux coups : acculer au mur l'entité sioniste tout en réalisant ses propres intérêts.

Du coup, l'entité sioniste est bien en position de faiblesse.

19 janvier

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8020

JJacques.salles@wanadoo.fr

2-10 David Cronin : Comment les fabricants d'armes israéliens bénéficient des fonds européens pour la recherche.

Israël est le principal partenaire étranger dans « le programme cadre » de l'Union Européenne pour la recherche scientifique auquel a été alloué 53 milliards d'euros entre 2007 et 2013. L'UE est la seconde source de financement de la fondation israélienne pour les sciences basée à Jérusalem.

Israël escompte que son investissement dans l'actuel programme européen atteindra une valeur d'au moins 500 millions d'euros d'ici sa conclusion en 2013.

Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, l'UE a décidé ces dernières années que les entreprises d'armement pouvaient recevoir des financements pour la « recherche en sécurité ». Dix des 45 projets initiaux présentés par l'UE comme étant de la « recherche en sécurité » ont impliqué des entreprises et des institutions universitaires ou d'état israéliennes.

Motorola-Israël, par exemple, prend part au projet « iDetect 4All », un projet de surveillance financé par l'UE destiné à envoyer des alertes sur des activités suspectes à proximité de bâtiments ou des ressources ayant une valeur économique. Motorola est le premier fabricant de fusibles pour les bombes utilisées par l'aviation israélienne. Des composants d'armements munis d'une étiquette Motorola ont été découverts par les enquêteurs de Human Rights Watch qui avaient fouillé les sites bombardés par Israël à Gaza à la fin de 2008 et au début de 2009. Les fusibles Motorola sont également un élément central de la bombe avec laquelle Israël a massacré au moins 28 civils, en majorité des enfants, réfugiés dans un immeuble d'habitation à Qana, au Liban, en 2006.

Le projet « iDetect 4All » est susceptible de s'appuyer sur l'expérience acquise lors de l'utilisation des technologies de surveillance en Cisjordanie occupée. Au cours de ces cinq dernières années, un système radar Motorola d'une valeur de 158 millions de dollars a été installé dans 47 colonies de peuplement israéliennes. « The Jerusalem Post » a décrit le système comme une barrière « virtuelle » qui utilise des caméras thermiques pour repérer « les intrus ».

Ce ne sont pas tous les projets financés par l'UE et impliquant Israël qui relèvent de la catégorie de la recherche en sécurité. Israël participe aussi à la recherche en sécurité routière et à la recherche environnementale. Il est cependant instructif de constater que les entreprises d'armement israéliennes soient apparemment investies dans des projets civils, ce qui laisse supposer que les technologies qu'ils y développent peuvent avoir des applications militaires.

Israel Aerospace Industries (IAI), le fabricant des avions de guerre utilisés par Israël dans les territoires palestiniens occupés, a également bénéficié de plusieurs projets financés par l'Union Européenne. Il s'agit notamment du projet « Clean Sky », visant à développer des moteurs d'avion plus respectueux de l'environnement. La Commission européenne a confirmé que IAI sera en mesure de faire enregistrer des brevets sur les innovations réalisées dans le cadre de ce projet, lui permettant d'utiliser à des fins militaires les fruits de la recherche financée par les contribuables européens.

Elbit, la plus grande compagnie privée d'armes en Israël, participe à un projet intitulé CAPECON (Civil Applications and Economical Effectivity of Potential UAV Configurations). Son objectif est de fournir un plan de vol à des engins aériens sans pilote (UAV) dans l'espace aérien civil en 2015. Plus connus sous le nom de « drones », les engins volants d'Elbit ont été fréquemment utilisés dans les attaques contre les civils palestiniens ainsi qu'en Afghanistan et en Irak. Thomas Bingham, un juriste britannique de premier plan, a comparé ces armes aux mines terrestres et aux bombes à fragmentation et a estimé qu'elles étaient aussi cruelles « car elles sont au-delà de ce qui est humainement supportable ».

Israël est étroitement lié aux activités de recherche de l'UE sur les nanotechnologies. À la suite de la guerre d'Israël contre le Liban en 2006, Shimon Peres (devenu président israélien) a exprimé le désir de voir les nanotechnologies devenir les armes de l'avenir. Bien qu'Israël ait plus récemment voulu donner l'impression que la plupart de ses activités de recherche en nanotechnologie étaient de nature médicale, l'intérêt d'Israël dans ce domaine scientifique ne peut pas être séparé de l'occupation de la Palestine. La stratégie nationale israélienne concernant les nanotechnologies est mise en œuvre avec les conseils de représentants du ministère israélien de la défense et l'ancien président de « Rafael », l'autorité israélienne pour le développement d'armes.

Dans un rapport publié en 2004, le réseau euro-méditerranéen des organisations des droits de l'homme a documenté la façon dont les entreprises dans les colonies israéliennes situées sur les hauteurs du Golan et dans la vallée du Jourdain, ont bénéficié de subventions européennes pour la recherche. La participation de ces

entreprises dans les activités de l'UE contredit les déclarations selon lesquelles seuls des organismes situés à l'intérieur des frontières israéliennes internationalement reconnues étaient en droit de coopérer avec l'Union.

David Cronin

IPSC

David Cronin est journaliste irlandais et vit à Bruxelles.

Son ouvrage « Europe's Unholy Alliance with Israel » sera publié chez Pluto Press en 2010.

[English version](#)

David Cronin and the Ireland Palestine Solidarity Campaign |

traduit de l'anglais par Claude Zurbach |

Supplément IPSC - Questions à Maire Geoghegan-Quinn commissaire européen pour la recherche et l'innovation.

1. Voulez-vous revoir la participation d'Israël au programme-cadre de l'UE pour la recherche européenne, afin que l'argent des contribuables ne soit pas attribué aux entreprises d'armement qui tirent profit de l'occupation de la Palestine ?
2. Voulez-vous vous engager à la révision des projets de recherche en « sécurité » autorisés par votre prédécesseur, M. Janez Potocnik, afin que les entreprises qui facilitent la violation des droits humains ne soient pas admissibles au financement ?
3. Allez-vous introduire de nouvelles règles afin que les entreprises d'armement israéliennes ne soient pas en mesure de participer à des programmes de recherche sur l'environnement ?
4. Jusqu'à présent, la Commission européenne n'a fait que donner ce que les défenseurs des droits humains considèrent comme de faibles - et surtout verbales - garanties que les entreprises basées dans les colonies israéliennes dans les territoires occupés ne seraient pas en mesure d'obtenir des subventions européenne pour la recherche. Acceptez-vous de fournir des assurances plus solides de façon écrite ? Et quelles mesures prendrez-vous pour vous assurer que les entreprises basées dans les colonies ne soient pas en mesure de contourner toute règle que vous introduiriez pour les empêcher d'avoir accès aux fonds européens, par exemple en prétendant qu'ils sont en réalité basés à Tel-Aviv ?
5. Allez-vous mettre fin à l'affectation de fonds communautaires pour le développement d'armes tels que les engins aériens sans pilote (UAV), qui ont été utilisés pour tuer d'innocents civils en Palestine et en Afghanistan ?
6. Allez-vous introduire de nouvelles lignes directrices concernant la participation d'Israël à des projets en nanotechnologie financés par l'UE, pour faire en sorte que ces projets ne facilitent pas le développement de nouvelles armes ?

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19